

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 439 185 €.

Siège social : 12, place des Etats-Unis – CS 70052 – 92547 Montrouge Cedex.

414 886 226 R.C.S. Nanterre.

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 20 mai 2025**I. – Bilan et hors-bilan au 31 décembre 2024**

(En euros)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	55 909 785,86	162 548 103,28
Effets publics & valeurs assimilées	0,00	0,00
Créances sur les établissements de crédit	5 023 771 922,08	5 335 353 416,29
Opérations avec la clientèle	9 713 908 394,24	9 509 033 513,03
Affacturage	0,00	0,00
Obligations & autres titres à revenu fixe	7 158 948 694,40	5 653 028 194,53
Actions & autres titres à revenu variable	0,00	0,00
Participations et autres titres détenus à LT	0,00	0,00
Parts dans les entreprises liées	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	0,00	0,00
Capital souscrit non versé	0,00	0,00
Actions propres	0,00	0,00
Autres actifs	11 810 226,73	11 722 543,42
Comptes de régularisation	28 909 877,08	19 067 800,38
Total de l'actif	21 993 258 900,39	20 690 753 570,93

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales	0,00	0,00
Dettes envers les établissements de crédit	4 255 768 286,96	4 599 616 078,82
Opérations avec la clientèle	17 106 520 694,65	15 525 267 779,04
Dettes représentées par un titre	0,00	0,00
Autres passifs	6 615 771,63	5 853 182,49
Comptes de régularisation	28 618 308,31	26 225 790,83
Provisions pour risques et charges	3 039 387,55	2 922 348,87
Dettes subordonnées	0,00	0,00
Fonds pour risques bancaires généraux	0,00	0,00
Capitaux propres hors FRBG (+/-)	592 696 451,29	530 868 390,88
Capital souscrit	2 439 185,00	2 439 185,00
Primes d'émission	0,00	0,00
Réserves	333 352 455,85	323 235 904,14
Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Provisions réglementées	0,00	0,00
Report à nouveau (+/-)	2 862 350,03	2 862 267,45
Résultat en instance d'approbation	0,00	0,00
Résultat de l'exercice (+/-)	254 042 460,41	202 331 034,29
Total du passif	21 993 258 900,39	20 690 753 570,93

Hors Bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements reçus		
Engagements de financement	400 000 000	400 000 000
Engagements reçus d'établissement de crédit	400 000 000	400 000 000
Engagements de garantie	7 545 083 354	6 352 371 051
Engagements reçus d'établissement de crédit	517 116 075	499 222 614
Engagements reçus de la clientèle	7 027 967 279	5 853 148 436

II. – Compte de résultat

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Produits & Charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts & produits assimilés	1 144 491 645,62	1 115 172 571,25
- Intérêts & charges assimilées	-717 355 890,98	-748 648 296,41
+ Revenus des titres à revenu variable	0,00	0,00
+ Commissions (produits)	46 319 902,82	38 422 257,22
- Commissions (charges)	-116 888 656,20	-120 839 055,66
+/- Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de négociation	-101 940,60	-670 249,16
+/- Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de placement	-1 621 735,94	-5 858 764,09
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4 115 192,64	7 150,03
+ Autres charges d'exploitation bancaire	-11 688 931,87	-2 740 543,02
Produit net bancaire	347 269 585,49	274 845 070,16
- Charges générales d'exploitation	-6 130 391,98	-16 221 709,91
- Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations	0,00	0,00
Résultat brut d'exploitation	341 139 193,51	258 623 360,25
+ / - Coût du risque	755 431,90	13 230 437,04
Résultat d'exploitation	341 894 625,41	271 853 797,29
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0,00	0,00
Résultat courant avant impôt	341 894 625,41	271 853 797,29
+/- Résultat exceptionnel	0,00	0,00
- Impôt sur les bénéfices	-87 852 165,00	-69 522 763,00
+ / - Excédent des dotations sur les reprises du FRBG	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice	254 042 460,41	202 331 034,29

III. – Variation des capitaux propres

	Capital	Réserves Légales	Réserves statutaires	Autres Réserves
Solde au 31 décembre 2022	2 439 185,00	243 918,50	161 112 057,98	157 536 965,55
Dividendes versés au titre de 2022				
Variation de capital				
Variation des primes et réserves				
Résultat en instance d'affectation				
Affectation du résultat social 2022			4 342 962,11	
Résultat au 31 décembre 2023				
Autres variations				
Solde au 30 décembre 2023	2 439 185,00	243 918,50	165 455 020,09	157 536 965,55
Dividendes versés au titre de 2023				
Variation de capital				
Variation des primes et réserves				
Résultat en instance d'affectation				
Affectation du résultat social 2023			10 116 551,71	
Résultat au 31 décembre 2024				
Autres variations				
Solde au 31 décembre 2024	2 439 185,00	243 918,50	175 571 571,80	157 536 965,55

	Report à nouveau + Résultat en instance d'affectation	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022	2 862 787,30	86 859 242,26	411 054 156,59
Dividendes versés au titre de 2022		-82 516 800,00	-82 516 800,00
Variation de capital			0,00

Variation des primes et réserves			0,00
Résultat en instance d'affectation			0,00
Affectation du résultat social 2022	-519,85	-4 342 442,26	0,00
Résultat au 31 décembre 2023		202 331 034,29	202 331 034,29
Autres variations			0,00
Solde au 30 décembre 2023	2 862 267,45	202 331 034,29	530 868 390,88
Dividendes versés au titre de 2023		-192 214 400,00	-192 214 400,00
Variation de capital			0,00
Variation des primes et réserves			0,00
Résultat en instance d'affectation			0,00
Affectation du résultat social 2023	82,58	-10 116 634,29	0,00
Résultat au 31 décembre 2024		254 042 460,41	254 042 460,41
Autres variations			0,00
Solde au 31 décembre 2024	2 862 350,03	254 042 460,41	592 696 451,29

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES est détenue à 99,99 % par Crédit Agricole Corporate & Investment Bank (Crédit Agricole CIB). Le capital social est fixé à 2.439.185 €, divisé en 160 000 actions de 15,2449 € entièrement libérées. L'apport en capital est placé en certificats de dépôts.

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, ayant pris connaissance du rapport annuel de gestion du Directoire et du rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise incluant ses observations sur le rapport du Directoire et sur les comptes annuels, sur proposition du directoire, après avoir constaté que le résultat bénéficiaire de l'exercice social clos le 31 décembre 2024 s'élève à **254 042 460,41** euros, décide d'affecter ce résultat comme suit :

- Affectation d'une somme de **12 702 123,02** euros à la réserve prévue à l'article 26 des statuts,
- Après constatation que la société est dégagée de ses autres obligations de dotations de réserves et après constatation que le bénéfice distribuable s'élève alors à **244 202 687,42** euros, (après prise en compte du report à nouveau antérieur créditeur de **2 862 350,03** euros),
- Décide d'une mise en distribution d'un dividende de **241 340 800,00** euros au titre de l'exercice 2024.

Le solde de **2 861 887,42** euros à l'issue de la distribution du dividende, reste au report à nouveau.

Le montant du dividende attaché à l'exercice clos le 31 décembre 2024 est de **1 508,38** € par action.

Cette distribution n'est pas éligible à l'abattement mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts pour les contribuables exerçant l'option prévue à l'article 200 A, 2 du Code Général des Impôts.

L'Assemblée Générale fixe la date de mise en paiement du dividende au **16 juin 2025**.

L'Assemblée générale prend acte, conformément à la loi, des dividendes distribués au titre des trois exercices précédents :

Exercice	Dividende par action	Dividende net	Dividendes éligibles à l'abattement de 40% (dividende par action x nb actionnaires personnes Physiques)	Dividendes non éligibles à l'abattement de 40%
31/12/2021	556,41 €	89 025 600 €	556,41 €	89 025 043,59 €
31/12/2022	515,73	82 516 800 €	515,73 €	82 516 284,27 €
31/12/2023	1 201,34	192 214 400 €	-	192 214 400 €

V. – Annexes

Cadre juridique et faits significatifs

1. – Cadre juridique

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES est une société anonyme régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la société exerce sous le statut d'établissement de crédit spécialisé suite à l'entrée en vigueur du Règlement européen CRR « Capital Requirements Regulation ».

2. – Faits marquants de l'activité

L'année 2024 a été marquée par la conclusion de 18 nouvelles transactions, en EUR, GBP et USD.

Parallèlement, deux opérations ont été restructurées ce qui a donné lieu à :

- L'entrée d'un nouvel FCT au passif
- L'apport d'un dépôt par CACIB ITB à hauteur de 150 millions d'euros.

Enfin, 9 transactions ont pris fin, en EUR et USD.

L'encours total des créances commerciales d'ESTER FINANCE TECHNOLOGIES s'élève au 31 décembre 2024 à 9 235 millions d'euros contre 9 114 millions d'euros au 31 décembre 2023. Ces créances commerciales portent sur 78 programmes, dont 41 programmes en devise.

L'encours total des parts de FCT d'ESTER FINANCE TECHNOLOGIES s'élève au 31 décembre 2024 à 7 159 millions d'euros contre 5 653 millions d'euros au 31 décembre 2023. Ces parts de FCT portent sur 57 programmes, dont 18 programmes en devise.

Principes et méthodes comptables

Les états financiers d'ESTER FINANCE TECHNOLOGIES sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A.

La présentation des états financiers d'ESTER FINANCE TECHNOLOGIES est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

1. – Créances envers les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires et comptes à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les créances sont inscrites au bilan pour un montant égal à leur coût d'acquisition. En date d'achat, une décote est appliquée au nominal des créances acquises dans le but de couvrir, d'une part les coûts de financement, et d'autre part le risque de défaut des débiteurs. Ces décotes représentent la différence entre le prix d'acquisition et le montant nominal des créances.

L'application du règlement ANC 2014-07 conduit ESTER FINANCE TECHNOLOGIES à comptabiliser les créances présentant un risque de crédit conformément aux règles définies dans les paragraphes ci-dessous. Les créances sont réparties entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

1.1. – Encours sains

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES a constaté, au passif de son bilan, des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement.

Ces dernières visent à couvrir des risques identifiés pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement une probabilité de non recouvrement partiel sur des encours non classés en douteux ou non dépréciés individuellement. Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

Notion de perte de crédit attendue « ECL » (Expected Credit Loss)

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit. Elle correspond à la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus. L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues

Gouvernance et mesure des pertes de crédit attendues « ECL » (Expected Credit Loss)

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation externe et interne pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

La mesure des ECL, en normes comptables françaises, est convergente avec les normes internationales IFRS.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Programmes Corporate

Le modèle de mesure des ECL, développé par le département des Risques, prévoit pour les programmes Corporate une approche par débiteurs, avec un provisionnement des pertes attendues sur la base des probabilités de défaut de Dun & Bradstreet complétées le cas échéant par des ratings internes pour certains débiteurs non notés par D&B. Le calcul est ajusté pour tenir compte des effets de backtesting et de concentrations individuelle et géo-sectorielle.

La formule de calcul intègre, pour chaque débiteur final, les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Programmes Mass market

Le raisonnement pour les programmes Mass Market est différent de celui des programmes Corporates développé ci-dessus. Ici, le raisonnement est fait par génération de créances et non plus par débiteur. L'objectif est d'estimer la perte à un horizon de perte déterminé (généralement 24 mois) sur chaque génération. Pour les générations plus récentes qui ne permettent pas d'observer un taux d'impayé à l'horizon de perte, des modèles sont mis en place afin de projeter la perte en fonction des derniers taux observés.

Si en cours de vie d'un programme, les pertes de crédit attendues calculées selon les modalités décrites ci-dessus et estimées en prenant en compte les garanties éventuelles deviennent supérieures à la valeur d'acquisition des créances, cet excédent de couverture fait l'objet d'une reprise constatée en intérêts et produits assimilés.

1.2. – Encours douteux et dépréciation

Conformément au Titre 2 du livre II du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au risque de crédit, les encours douteux représentent les créances de toute nature présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur des flux prévisionnels de remboursement estimés en prenant en compte les garanties éventuelles.

Conformément à l'article 2231-4 du même règlement, les encours étant composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'évaluation de la perte probable repose sur une estimation statistique des pertes

prévisionnelles. Cette estimation tient compte des niveaux de pertes historiquement constatés ainsi que des évolutions constatées de nature à modifier les probabilités de pertes effectives.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites dans la rubrique « Coût du risque » du compte de résultat.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert, ESTER FINANCE TECHNOLOGIES le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2. – Portefeuille titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont classés en fonction de la nature du revenu et de l'intention de détention à la date d'acquisition.

La catégorie des titres de placement concerne la catégorie de titres qui ne sont pas inscrits dans les autres catégories possibles. Le portefeuille est comptabilisé à sa valeur d'acquisition. En date de clôture, le portefeuille est évalué pour la valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée pour la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont jamais comptabilisées.

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de placement – Solde des opérations sur titres de placement » du compte de résultat.

De plus, pour les titres à revenu fixe une dépréciation destinée à prendre en compte le risque de contrepartie peut être comptabilisée dans la rubrique « Coût du risque » du compte de résultat.

Les intérêts courus à la date de clôture sur le portefeuille titres à revenu fixe constituent des créances rattachées au compte de titres en contrepartie du compte de résultat.

3. – Comptes de régularisation

En application du principe de séparation des exercices, il convient de rattacher les produits et charges à l'exercice d'exécution.

Les charges constatées d'avance correspondent à des achats de biens ou services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement. Ces éléments sont soustraits des charges de l'exercice par l'intermédiaire d'un compte de régularisation.

Les produits à recevoir constituent des produits acquis mais non perçus par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES et dont le montant n'a pas été inscrit aux comptes de tiers débiteurs.

Les produits constatés d'avance sont des produits perçus ou comptabilisés avant que les prestations et fournitures les justifiant aient été effectuées ou fournies.

Les charges à payer correspondent à des dettes potentielles évaluées à l'arrêté des comptes d'ESTER FINANCE TECHNOLOGIES ayant une vocation irrévocable à se transformer en dettes ultérieurement.

4. – Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les dettes sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale.

5. – Provisions

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Les risques et charges, nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions.

Les flux de ces provisions figurent dans la rubrique « Coût du risque » du compte de résultat.

6. – Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)

Conformément aux dispositions légales, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués à la discrétion des dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ce poste est nul pour ESTER FINANCE TECHNOLOGIES.

7. – Opérations en devises

Les actifs et passifs en devises sont convertis aux cours de change de fin d'exercice. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de négociation – Solde des opérations de change ».

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, ESTER FINANCE TECHNOLOGIES a mis en place une comptabilité multi-devises.

8. – Engagements Hors Bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision pour risques et charges enregistrée au passif lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour ESTER FINANCE TECHNOLOGIES.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change.

9. – Intérêts et produits assimilés

Les intérêts perçus du cédant par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES, en contrepartie de son refinancement via le programme de titrisation, sont enregistrés en tant qu'intérêts d'escompte auprès de la clientèle et sont étalés au compte de résultat selon la durée moyenne de recouvrement des créances estimée. Ce traitement s'applique de la même manière aux encours douteux.

Les intérêts sur comptes bancaires à vue et à terme font également l'objet d'un enregistrement en intérêts et produits assimilés.

10. – Intérêts et charges assimilées

Les charges sur engagements de financement liées aux lignes de liquidité font l'objet d'un enregistrement en intérêts et charges assimilées auprès des établissements de crédit.

Le coût de refinancement auprès des divers Fonds Communs de Titrisation est constaté en intérêts et charges assimilées auprès de la clientèle.

11. – Impôt sur les bénéfices

Seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, minoré des crédits d'impôt ; elle intègre l'impact de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %. Le taux d'impôt applicable au 31 décembre 2024 s'élève à 25,83 %.

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

Informations sur le bilan

1. – Comptes d'actif

1.1. – Créances sur les établissements de crédit

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue	897 783 304	694 380 715
Principal	888 387 757	685 689 385
Créances rattachées	9 395 547	8 691 331
Comptes à terme	4 125 988 618	4 640 972 701
Créances financières	104 142 857	135 000 000
Réserves obligatoires	21 845 761	5 972 701
Prêt Groupe	4 000 000 000	4 500 000 000
Total	5 023 771 922	5 335 353 416

Les comptes à vue sur les établissements de crédit correspondent aux flux versés en instance d'affectation ; certains programmes bénéficient d'un compte bancaire dédié.

Dans le cadre de la réglementation bancaire, ESTER FINANCE TECHNOLOGIES est soumise aux réserves obligatoires. De ce fait, chaque mois, ESTER FINANCE TECHNOLOGIES un dépôt à terme du montant des réserves en respectant le calendrier de constitution établi par la BCE.

Le prêt Groupe correspond à une opération de prêt / emprunt mise en place dans le cadre des exigences réglementaires liées au NSFR.

Ventilation par durée résiduelle :

Analyse par durée résiduelle (Montants en euros.)	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	31/12/2024	31/12/2023
Créances sur établissements de crédit						
- à vue	888 387 757				888 387 757	685 689 385
- à terme	125 988 618	4 000 000 000			4 125 988 618	4 640 972 701
Total	1 014 376 376	4 000 000 000	0	0	5 014 376 376	5 326 662 086
Dépréciations					0	0
Créances rattachées					9 395 547	8 691 331
Valeurs nettes au bilan					5 023 771 922	5 335 353 416

1.2. – Opérations avec la clientèle

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue	10 468	6 864
Créances commerciales	9 235 118 253	9 113 829 645
Programmes CORPEQUITY (EUR)	3 328 962 605	2 941 324 182
Programmes CORPEQUITY (Devises)	1 561 300 976	2 042 190 926
Autres programmes	4 344 854 672	4 130 314 538
Autres crédits	478 779 673	395 197 003
Total	9 713 908 394	9 509 033 513

Le poste Opérations avec la clientèle représente 86 programmes de titrisation passant par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES, dont :

- 47 programmes en devises
- 78 programmes de créances commerciales comprenant 41 programmes en devises

Les acquisitions de créances commerciales sont essentiellement réalisées avec des sociétés non financières.

Par ailleurs, les créances encaissées avant la période de collection proprement dite, qui seront imputées ultérieurement au remboursement des créances commerciales qu'elles soient déjà acquises ou non, sont inscrites en moins des comptes Clientèle – Créances commerciales.

Les « Autres crédits » sont réalisés avec la clientèle financière.

Décomposition de l'encours net des créances commerciales

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Créances commerciales		
Encours bruts	9 433 113 533	9 322 220 101
Escompte d'intérêt	-64 120 044	-84 885 097
Escompte de crédit	-131 135 835	-118 373 494
Dépréciations	-2 959 018	-5 404 503
Créances rattachées	219 618	272 638
Total	9 235 118 253	9 113 829 645

Ventilation par durée résiduelle :

Analyse par durée résiduelle (Montants en euros.)	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	31/12/2024	31/12/2023
Créances clientèle						
- à vue	10 468				10 468	6 864
- à terme	9 174 211 116				9 174 211 116	9 021 012 975
Autres crédits	478 670 111				478 670 111	395 116 268
Total	9 652 891 694	0	0	0	9 652 891 694	9 416 136 107
Encours douteux					63 646 537	97 948 535
Dépréciations					-2 959 018	-5 404 503
Créances rattachées					329 181	353 373
Valeurs nettes au bilan					9 713 908 394	9 509 033 513

Ventilation par zone géographique :

Analyse par zone géographique Opérations avec la Clientèle (En euros.)	31/12/2024	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DOM-TOM)	4 183 749 598	43,07 %	40,48 %
Autres pays de l'U.E.	3 036 544 512	31,26 %	29,98 %
Autres pays d'Europe	1 122 811 889	11,56 %	11,01 %
Amérique du Nord	1 291 697 838	13,30 %	17,92 %
Afrique et Moyen-Orient	48 287 480	0,50 %	0,19 %
Asie et Océanie (hors Japon)	30 817 076	0,32 %	0,41 %
Total	9 713 908 394	100,00 %	100,00 %

Encours douteux et dépréciations par zone géographique

Analyse par zone géographique	31/12/2024		31/12/2023	
	Encours Douteux	Dépréciations	Encours Douteux	Dépréciations
France (y compris DOM-TOM)	52 793 393	-163	79 913 194	-1 521 518
Autres pays de l'U.E.	2 758 867	-36 824	2 034 281	-234 918
Autres pays d'Europe	6 418 496	-2 922 030	7 277 693	-3 638 707
Amérique du Nord	1 610 653		5 623 799	-48
Asie et Océanie (hors Japon)	62 499		3 099 568	-9 312
Total	63 646 537	-2 959 018	97 948 535	-5 404 503

Variation des dépréciations

(Montants en euros.)	31/12/2023	Dotation	Reprise		Autres mouvements	31/12/2024
			Utilisée	Non Utilisée		
Dépréciation créances commerciales douteuses	5 404 503	31 416	8 202	2 613 071	144 371	2 959 018
Total	5 404 503	31 416	8 202	2 613 071	144 371	2 959 018

La colonne « Autres mouvements » représente les écarts de change sur les provisions constatées en devises.

1.3. – Obligations et autres titres à revenu fixe

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Titres de placement		
Certificat de dépôts	2 439 185	2 439 185
Droits et avantages	213 317 604	200 517 872
Parts de FCT	252 554 768	250 073 426
Parts du SPV Italien	4 947 348 152	3 856 551 259
Parts de SPV Groupe	1 743 288 986	1 343 446 452
Total	7 158 948 694	5 653 028 195

Dans le cadre d'un de ses programmes, ESTER FINANCE TECHNOLOGIES n'achète pas directement des créances auprès du cédant, mais les droits et avantages relatifs à ces créances. Ces droits et avantages sont caractérisés par un titre émis par un véhicule de droit américain géré par le cédant et liés exclusivement aux créances cédées à ESTER FINANCE TECHNOLOGIES.

Les parts du SPV Italien correspondent à 30 programmes de titrisation, pour lesquels les créances commerciales ont été cédées au SPV, régi par la loi de titrisation italienne n°130 de 1999. ESTER FINANCE TECHNOLOGIES souscrit la VFN (Variable Funding Note) émise par le SPV. Celle-ci est comptabilisée pour le même montant nominal que le portefeuille de créances sur lequel la VFN est assise.

1.4. – Comptes de régularisation et autres actifs

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs		
Dépôt de cautionnement clientèle	11 720 774	11 721 768
Acomptes d'IS	0	0
TVA Déductible	88 691	0
Débiteurs divers	761	776
Total	11 810 227	11 722 543
Comptes de régularisation		
Charges constatées d'avance	7 533 418	7 811 915
Produits à recevoir	7 434 179	564 319
Comptes de régularisation des positions de change	13 942 280	10 691 566
Total	28 909 877	19 067 800

Les dépôts de cautionnement à la clientèle comprennent un dépôt de :

- 11 702 016 € au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique ;
- 18 758 € au titre de la contribution au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution.

Ces dépôts de garantie sont utilisables par les Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Les charges constatées d'avance correspondent principalement au lissage des primes d'assurance de certains programmes et des primes d'assurance Excess Loss, sur leurs périodes de couverture. Ces primes d'assurance étant refacturées à Crédit Agricole CIB conformément aux accords prévus entre les deux parties, des produits constatés d'avance sont également enregistrés en comptes de régularisation passifs.

Les produits à recevoir correspondent aux primes d'assurance en cours de refacturation à Crédit Agricole CIB conformément aux accords prévus entre les deux parties.

Les comptes de régularisation des positions de change à l'actif et au passif se neutralisent.

2. – Comptes de passif

2.1. – Dettes envers les établissements de crédits

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue	50 796 889	50 793 129
Principal	50 000 000	50 000 000
Dettes rattachées	796 889	793 129
Emprunt Groupe	4 000 000 000	4 500 000 000
Comptes à terme	204 971 398	48 822 950
Total	4 255 768 287	4 599 616 079

Les comptes à vue sont composés de 50 millions d'euros de dépôt des clients interbancaires d'ESTER FINANCE TECHNOLOGIES.

L'emprunt Groupe correspond à une opération de prêt / emprunt mise en place dans le cadre des exigences réglementaires liées au NSFR.

Les comptes à terme sont composés des dépôts apportés par d'autres banques dans le cadre d'opérations en co-purchase.

Ventilation par durée résiduelle :

Analyse par durée résiduelle (Montants en euros.)	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit						
- à vue	50 000 000				50 000 000	50 000 000
- à terme	0		4 204 971 398		4 204 971 398	4 548 822 950
Total	50 000 000	0	4 204 971 398	0	4 254 971 398	4 598 822 950
Dettes rattachées	796 889				796 889	793 129

Valeurs nettes au bilan					4 255 768 287	4 599 616 079
-------------------------	--	--	--	--	---------------	---------------

2.2. – Opérations avec la clientèle

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue	15 333 521	5 000 000
Comptes à terme	17 091 187 174	15 520 267 779
Dépôts des FCT	16 209 619 004	15 352 158 654
Autres dépôts	881 568 170	168 109 125
Total	17 106 520 695	15 525 267 779

Les comptes à vue sont notamment composés de 5 M€ de dépôt apporté par la clientèle (hors établissements de crédit) d'ESTER FINANCE TECHNOLOGIES, ainsi que des sommes dues à certains cédants au titre des Differed Purchase Prices (Prix d'Achat Différés) à hauteur de 10,3 millions d'euros.

Les comptes à terme sont représentatifs :

- Des dépôts reçus par les différents Fonds Communs de Titrisation
- Des autres dépôts correspondant notamment aux fonds de garantie reçus des clients.

L'ensemble des Fonds Communs de Titrisation est localisé en France.

Ventilation par durée résiduelle :

Analyse par durée résiduelle (Montants en euros.)	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts auprès des FCT	1 629 163 029	6 459 583 247	7 842 185 992	278 686 735	16 209 619 004	15 352 158 654
Autres dépôts	1 823 864	26 729 027	814 707 278	38 308 001	881 568 170	168 109 125
Valeurs nettes au bilan					17 091 187 174	15 520 267 779

2.3. – Autres passifs et comptes de régularisation

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs		
TVA à Payer	27 751	29 505
Créditeurs divers	867	1 625
IS à payer - intégration fiscale	6 587 154	5 822 053
Total	6 615 772	5 853 182
Comptes de régularisation		
Charges à payer	4 822 080	5 378 889
Produits constatés d'avance	9 846 197	10 155 336
Comptes de régularisation des positions de change	13 950 031	10 691 566
Total	28 618 308	26 225 791

La TVA à payer correspond à la TVA auto-liquidée sur les commissions de recouvrement des programmes pour lesquels les cédants sont situés hors France, ainsi qu'à la TVA collectée sur les commissions facturées.

Les produits constatés d'avance correspondent notamment au lissage des primes d'assurance de certains programmes et des primes d'assurance Excess Loss, refacturées à Crédit Agricole CIB conformément aux accords prévus entre les deux parties, sur leurs périodes de couverture.

Les comptes de régularisation des positions de change à l'actif et au passif se neutralisent.

2.4. – Provisions pour risques et charges

(Montants en euros.)	31/12/2023	Dotation	Reprise		Autres mouvements	31/12/2024
			Utilisée	Non Utilisée		
Provisions pour litiges fiscaux	0	0	0	0	0	0
Provisions pour risques et charges	2 922 349	6 322 003	826 327	5 495 684	117 047	3 039 388
Provisions liées aux encours	2 922 349	6 322 003	826 327	5 495 684	117 047	3 039 388
Total	2 922 349	6 322 003	826 327	5 495 684	117 047	3 039 388

La provision liée aux encours est une enveloppe globale évaluée au niveau de plusieurs groupes d'actifs sur lesquels un risque de crédit, c'est-à-dire une perte probable, a été identifié mais n'a pas été affecté individuellement. Cette perte peut être démontrée par un ou plusieurs événements passés et susceptibles de générer une dépréciation.

La colonne « Autres mouvements » représente les écarts de change sur les provisions constatées en devises.

Informations sur le Hors Bilan

3. – Nature des engagements

Montants en euros	31/12/2024	31/12/2023
Engagements reçus		
Engagements de financement	400 000 000	400 000 000
Engagements reçus d'établissement de crédit	400 000 000	400 000 000
Engagements de garantie	7 545 083 354	6 352 371 051
Engagements reçus d'établissement de crédit	517 116 075	499 222 614
Engagements reçus de la clientèle	7 027 967 279	5 853 148 436

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES n'octroie pas d'engagements de financement à ses clients cédants au sens de promesses de concours en trésorerie et n'enregistre donc pas d'engagements de financement donnés à la clientèle.

En revanche, ESTER FINANCE TECHNOLOGIES a un engagement d'acheter les créances que veulent lui transférer ses clients dès que les créances satisfont aux critères d'éligibilité définis contractuellement. Comme généralement les créances sont proposées à l'achat par les clients et achetées par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES le même jour et qu'aucune date d'arrêt comptable ne tombe entre ces deux événements, aucune écriture comptable ne reflète cet engagement d'acheter les créances commerciales.

4. – Contrepartie des engagements

4.1. – Accords de refinancement reçus

Un contrat de crédit non tiré a été mis en place entre ESTER FINANCE TECHNOLOGIES et Crédit Agricole CIB, en date du 22 juillet 2013, pour un montant de 400 000 000 €.

Ce contrat de crédit non tiré est conclu pour faire face au risque encouru par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES en cas de non réception des sommes dues par ses cédants pour des raisons techniques, sans risque de crédit, sur une journée.

4.2. – Garanties reçues des établissements de crédit ou de la clientèle

4.2.1. – Programmes CorpEquity

Les garanties suivantes ont été reçues sur les programmes CorpEquity :

- Garanties bancaires : 512 103 077,89 €.
- Garanties reçues d'assureurs crédit et affectées par programme :
 - Programmes en euros pour 2 362 334 686,01 €
 - Programmes en devises pour un montant en c/v euros de 1 716 336 282,04 €
- Garanties reçues d'assureurs crédit non affectées par programme : 676 949 999 €

4.2.2. – Autres programmes

Des assurances sont souscrites pour couvrir les risques des programmes qui ne bénéficient pas de la structure CorpEquity :

- Garanties bancaires libellées en CAD, EUR et USD pour un montant en c/v euros de 255 012 997,11 €.
- Garanties reçues d'assureurs crédit et affectées par programme :

- Programmes en euros pour 1 137 417 501 €
- Programmes en devises pour un montant en c/v euros de 884 928 810,91 €

4.3. – Opérations de change, Prêts et emprunts en devises

Il n'y a aucune opération de change en cours au 31/12/2024.

Informations sur le compte de résultat

5. – Produits et charges d'exploitation bancaire

5.1. – Intérêts et produits assimilés

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	107 933 022	82 726 142
Sur opérations avec la clientèle	569 151 855	647 253 432
Intérêts programmes "Classiques"	254 861 586	272 330 013
Intérêts programmes CorpEquity (EUR)	219 204 112	211 468 895
Intérêts programmes CorpEquity (Devises)	95 086 157	163 454 524
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	467 406 768	385 192 998
Total	1 144 491 646	1 115 172 571

Les intérêts perçus du cédant par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES, en contrepartie de son refinancement via le programme de titrisation, sont enregistrés en tant qu'intérêts d'escompte auprès de la clientèle et sont étalés au compte de résultat selon la durée moyenne de recouvrement des créances estimée. Dans le même temps, il a été constaté la reprise en produit net bancaire de 104 millions d'euros d'excédent de couverture.

Les intérêts sur comptes bancaires à vue et à terme, ainsi que les intérêts sur les parts de FCT, font également l'objet d'un enregistrement en intérêts et produits assimilés.

Ventilation par zone géographique :

Analyse par zone géographique	31/12/2024		31/12/2023	
France (y compris DOM-TOM)	516 031 488	45,09 %	433 222 198	38,85 %
Autres pays de l'U.E.	442 709 781	38,68 %	425 356 660	38,14 %
Autres pays d'Europe	70 452 300	6,16 %	92 284 947	8,28 %
Amérique du Nord	111 434 086	9,74 %	149 401 340	13,40 %
Afrique et Moyen-Orient	2 646 559	0,23 %	1 338 426	0,12 %
Asie et Océanie (hors Japon)	1 217 432	0,11 %	13 569 001	1,22 %
Total	1 144 491 646	100,00 %	1 115 172 571	100,00 %

5.2. – Intérêts et charges assimilés

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	-16 394 197	-11 644 097
Sur opérations avec la clientèle	-700 961 694	-737 004 200
Intérêts sur les dépôts liés aux programmes classiques	-191 357 648	-188 191 873
Intérêts sur les dépôts des FCT HEPHAÏSTOS	-501 657 450	-535 178 272
Intérêts sur les dépôts de garantie des cédants	-7 946 596	-13 634 055
Total	-717 355 891	-748 648 296

Les intérêts sur les opérations avec la clientèle correspondent principalement aux intérêts versés par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES aux Fonds Communs de Titrisation, qui sont tous domiciliés en France.

5.3. – Commissions nettes

(Montants en euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	-6 034 137	-6 034 137	0	-5 476 361	-5 476 361
Sur opérations avec la clientèle	26 531 317	-82 324 050	-55 792 733	17 698 303	-84 592 554	-66 894 251
Sur prestations de services financiers	19 788 585	-28 530 469	-8 741 884	20 723 954	-30 770 141	-10 046 186
Total	46 319 903	-116 888 656	-70 568 753	38 422 257	-120 839 056	-82 416 798

Les commissions sur opérations avec la clientèle sont principalement constituées des commissions versées aux cédants en rémunération de leur prestation de recouvrement des créances.

5.4. – Gains ou pertes sur les opérations du portefeuille de négociation

Le résultat sur opérations de change porte sur les opérations en devises non couvertes (comptes bancaires et provisions en devises).

5.5. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Autres produits d'exploitation bancaire	4 115 193	7 150
Autres charges d'exploitation bancaire	-11 688 932	-2 740 543

6. – Charges générales d'exploitation

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES n'emploie pas de personnel.

Ce poste enregistre notamment les impôts et taxes ainsi que les charges administratives.

Les impôts et taxes recouvrent la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (ORGANIC), la Contribution Economique Territoriale (CET) ainsi que diverses contributions versées aux organes de contrôle.

Au 31 décembre 2024, aucune charge à payer n'est comptabilisée au titre du FRU. Aucune levée n'est prévue pour 2024.

7. – Coût du risque

Ce poste enregistre les mouvements :

- de dépréciation sur les créances commerciales douteuses,
- de la provision collective sur les risques liées aux encours

(Montants en euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux provisions et dépréciations	-8 187 852	-20 249 436
Dépréciations de créances douteuses	-31 416	-8 144 977
Autres provisions et dépréciations	-6 322 003	-11 706 459
Pertes s/ créances commerciales et titres couvertes	-834 530	-335 327
Pertes s/ créances commerciales et titres non couvertes	-999 903	-62 674
Reprises de provisions et dépréciations	8 943 284	33 479 873
Reprises de dépréciations de créances douteuses	2 621 273	11 372 696
Autres reprises de provisions et dépréciations	6 322 011	22 107 177
Récupération sur créances amorties	0	0
Coût du risque	755 432	13 230 437

8. – Impôts sur les bénéfices

Ce poste correspond à la charge courante d'impôt sur les sociétés, majorée de la contribution sociale sur les bénéfices.

Le taux d'impôt applicable au 31 décembre 2024 pour ESTER FINANCE TECHNOLOGIES s'élève à 25,83 % et la charge d'impôt s'élève à 87 852 165 €.

Autres informations

1. – *Tableau des filiales et participations*

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES ne possède ni filiale ni participation.

2. – *Consolidation et intégration fiscale*

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES est entrée dans le groupe d'intégration fiscale formée par Crédit Agricole SA le 1^{er} janvier 2005.

La société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale chez Crédit Agricole CIB qui est elle-même consolidée dans le groupe Crédit Agricole S.A.

3. – *Implantation dans des états ou territoires n'ayant pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires*

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un état ou un territoire qui n'a pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

4. – *Eléments concernant les entreprises liées*

Postes	Montant (En euros.)
Bilan	
Actif	11 812 617 394,60
Passif	20 434 927 548,13
Hors bilan	1 060 103 078
Compte de résultat	
Charges	714 387 068,54
Produits	592 239 809,70

5. – *Actifs donnés à titre de garantie aux FCT*

Deux mécanismes de sûretés existent actuellement entre ESTER FINANCE TECHNOLOGIES (EFT) et les FCT qui refinancent EFT par l'intermédiaire de leurs dépôts. Il s'agit selon les programmes :

- D'un mécanisme de nantissement classique des actifs d'EFT au bénéfice des FCT en cas de défaut de remboursement par EFT du dépôt reçu. Ce nantissement n'est pas traduit dans les comptes puisque les actifs nantis sont les mêmes actifs qui sont refinancés par les FCT.
- D'un mécanisme de transfert des actifs d'EFT en pleine propriété aux FCT à titre de sûreté dans le cadre de l'article L211-38 du Code Monétaire et Financier. Comme l'engagement de garantie donné (octroi d'une garantie avec droit de réutilisation des actifs) et le transfert en pleine propriété des actifs ont lieu concomitamment, aucun engagement de hors bilan donné n'est comptabilisé, conformément aux articles 2911-1 à 2931-1 du Règlement 2014-07 du 26/11/2014 (Plan Comptable des Etablissements de Crédit).

Au 31 décembre 2024, le montant des actifs donnés en garantie s'élevait à 3 710 millions d'euros et le montant des actifs donnés en garantie et remis en pleine propriété s'élevait à 13 264 millions d'euros.

6. – *Proposition d'affectation du résultat*

Proposition d'affectation du résultat 2024	En 2024
Origine	
Report à nouveau	2 862 350,03

Résultat de l'exercice	254 042 460,41
Total 1	256 904 810,44
Affectations	
Affectation aux réserves :	
* réserve légale	0,00
* réserve spéciale des plus values à long terme	0,00
* réserves statutaires	12 702 123,02
* autres réserves	0,00
Dividendes	241 340 800,00
Report à nouveau	2 861 887,42
Total 2	256 904 810,44

Après affectation du résultat 2024 - sur la base de la proposition ci-dessus en attente de validation du conseil de surveillance du 27 mars 2025 - les réserves (hors réserve légale) s'élèvent à 333 108 537,35 €.

VI. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Ester Finance Technologies relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Point clé d'audit identifié

Votre société est exposée au risque de crédit sur certains programmes au travers de créances commerciales et de parts de FCT. Au 31 décembre 2024, les créances commerciales comptabilisées en « opérations avec la clientèle » s'élèvent à 9,7 milliards d'euros et les parts de FCT comptabilisées en « obligations et autres titres à revenu fixe » à 7,2 milliards d'euros.

L'estimation faite par la société de la perte probable sur ces encours se fonde sur des calculs utilisant d'une part des critères bâlois et d'autre part une estimation statistique des pertes prévisionnelles intégrant divers éléments de jugement, dont notamment les flux prévisionnels de remboursement. Ces derniers intègrent par ailleurs, des sommes à rétrocéder aux clients au titre d'accords commerciaux conclus sur certains programmes.

Cette estimation du risque de crédit génère deux types de provisions enregistrées dans les comptes de votre société : une provision collective destinée à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement et une dépréciation spécifique affectée aux encours classés en douteux.

Nous avons considéré que l'évaluation du risque de crédit constitue un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de l'importance du jugement dans l'estimation des pertes probables et d'un environnement économique incertain.

Sur l'exercice 2024, l'évaluation du risque de crédit a conduit à une reprise de 0,8 M€ en coût du risque portant le stock des provisions spécifiques et collectives à 6 M€ au 31 décembre 2024.

Il convient de se référer aux Principes et méthodes comptables et aux notes 1.2, 2.4 et 7 des annexes aux comptes annuels.

Notre approche d'audit

Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne mis en œuvre par votre société tout au long du processus de revue des portefeuilles de créances achetées.

Nous avons testé les contrôles clés mis en œuvre par votre société pour déterminer les données et valider les modèles utilisés dans l'estimation de la perte probable sur les encours et la méthode d'affectation de la provision aux encours.

Nous avons également pris connaissance des principales conclusions du comité spécialisé de votre société en charge du suivi des dossiers dégradés ou en défaut.

Nous avons rapproché pour un échantillon de programmes les bases transmises par les cédants avec l'assiette de calcul des bases d'encours exposés au risque de crédit.

S'agissant des programmes Mass Market (dont les débiteurs sont des particuliers) :

- nous avons rapproché les balances âgées des créances achetées transmises par les cédants à votre société aux bases utilisées par la direction des risques pour le calcul des dépréciations ;
- nous avons apprécié l'intégration de ces balances dans l'outil de calcul des dépréciations et nous avons examiné les éventuels ajustements et évolutions de cet outil ;
- nous avons réalisé des contrôles arithmétiques sur les fichiers de calcul des dépréciations.

S'agissant des programmes Corporates (dont les débiteurs sont des entreprises) :

- nous avons examiné la prise en compte des critères bâlois dans l'outil de calcul des dépréciations ;
- sur base d'échantillon, nous avons recalculé les montants de dépréciation estimés par la société et examiné le bien-fondé des ajustements apportés le cas échéant par la direction aux estimations de perte.

Pour l'ensemble des programmes, nous avons examiné la méthode d'identification des encours en défaut ainsi que le correct enregistrement en comptabilité des dépréciations et des provisions et les impacts au bilan et au compte de résultat associés.

Nous avons enfin examiné les informations données dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de

gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Ester Finance Technologies par votre assemblée générale du 12 décembre 1997 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 24 mai 2024 pour le cabinet Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 28^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars SA dans la 1^{ère} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une

erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce

Nous remettons au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La Défense, le 5 mai 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Bara NAIJA

Forvis Mazars SA
Olivier GATARD

VII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.